

Presse

La carrière de Pierre-Joseph Proudhon a largement été marquée par le monde de l'imprimerie et de l'édition. En ce siècle d'émergence de la presse et de l'opinion publique, les théories proudhoniennes ont su trouver dans le journal un moyen de diffusion auprès d'un large public, néanmoins difficile à identifier. Sous la seconde République, Proudhon a été rédacteur de deux quotidiens nationaux : *le Représentant du Peuple*, puis *le Peuple* qui lui succéda. Il s'imposa comme « un pamphlétaire de haute lignée » (P. Haubtmann, *Proudhon*, Paris, Beauchesne, 1982, p.863) et un polémiste infatigable. Ses nombreuses critiques du pouvoir lui valurent plusieurs amendes et peines. En raison de ses positions très controversées, Pierre-Joseph Proudhon fut ce que l'on pourrait appeler avant l'heure un personnage « médiatique » malgré lui.

En 1827, Proudhon devint ouvrier d'imprimerie. Après quelques mois d'apprentissage à l'imprimerie Bellevaux à Battant, il entra alors âgé de 18 ans à l'imprimerie Gauthier et Cie de Besançon. Il resta lié à cette maison jusqu'en 1847. Son instruction au Collège royal lui permit d'être rapidement nommé correcteur. Proudhon occupa par la suite les fonctions de typographe, compositeur, « prote » (contremaître), maître-imprimeur, tout en ayant parfois à s'occuper des affaires de la maison. Il connut aussi des périodes de chômage qui l'obligèrent à aller chercher du travail ailleurs. Pour gagner sa vie, Proudhon vendit également quelques articles, comme *De la concurrence entre les chemins de fer et les voies navigables*, publié dans le *Journal des Économistes* en mai 1845 ou *Miserere ou la pénitence d'un roi, Lettre au R.P. Lacordaire sur son carême de 1845*, publié dans la *Revue indépendante* en mars 1845.

En 1832, le fouriériste Just Muiron proposa à Proudhon le poste de rédacteur en chef à *l'Impartial* de Besançon. Hostile aux tracasseries administratives et à la surveillance de la préfecture, l'expérience ne dura qu'une journée (P. Haubtmann, *op. cit.*, p.120-124). Éprouvant une « extrême répugnance pour le journalisme » (*Cor.*, I, 28), Proudhon s'illustra davantage dans les années suivantes à travers la rédaction d'ouvrages. Ses premiers écrits le popularisèrent auprès des différents socialistes. Il fut alors approché par Martin Nadaud qui l'encouragea à souscrire au *Populaire*, un projet de journal initié par Cabet. Malgré son refus, Nadaud écrivit plus tard : « La réputation de Proudhon était naissante ; il avait donné à un de ses livres ce titre étonnant de hardiesse : *la propriété c'est le vol*. Il n'en fallut pas d'avantage pour ameuter contre lui la plupart des journaux et pour en amener d'autres à le glorifier ; car on connaît en France la puissance des mots sur l'opinion publique. Ce grand démolisseur devint très populaire ; il contribua beaucoup au développement des questions socialistes à une époque où elles étaient peu connues » (Martin Nadaud, *Mémoire de Léonard, ancien garçon maçon*, (1895), La découverte poche, 1998, p.234.)

Dans les années 1840, Proudhon semblait avoir changé d'opinion sur la presse. En 1847, il participa au lancement d'une feuille intitulée *le Peuple* avec Victor Pilhes, Michel-Auguste Dupoty, Thoré, Félix Pyat et un certain Lucien de la Hodde, qui était en fait un agent secret à la solde de la préfecture de police. Ce dernier projetait d'utiliser Proudhon pour diviser les socialistes (P. Haubtmann, *op. cit.*, p.581-582). Le projet n'aboutit qu'à la publication d'un prospectus. Cette expérience permit néanmoins à Proudhon de rencontrer Alfred Darimon qui le servit beaucoup dans ses affaires par la suite et à qui l'on doit un ouvrage plein d'informations sur les activités journalistiques de Proudhon (A. Darimon, *À travers une révolution, 1847-1855*, Paris, A. Dentu, 1884).

La révolution de Février propulsa Proudhon à la tête de quotidiens nationaux. Le 26 février 1848, quatre citoyens armés de leurs fusils rendirent visite à Proudhon en son domicile parisien. Il s'agissait des ouvriers typographes Joseph Mairet, Georges Duchêne, Louis Debock et Louis Vassbenter (P. Haubtmann, *op. cit.*, p.830). Ces derniers lui proposèrent une collaboration à la rédaction du *Représentant du Peuple*, qui publia trois numéros les 27, 28 et 29 février. Bénéficiant de la liberté de la presse et de l'abolition du cautionnement, le journal parut ensuite quotidiennement à partir du 1^{er} avril 1848. En manchette, on pouvait lire : « *Le Représentant du Peuple, Journal des Travailleurs* ». Il avait pour devise : « Qu'est-ce que le producteur ? Rien. Que doit-il être ? Tout. Qu'est-ce que le capitaliste ? Tout. Que doit-il être ? Rien ». Le rôle de Proudhon

fut limité dans la création de ce nouveau journal. Les principaux initiateurs étaient le groupe de typographes venus à sa rencontre. Ils avaient déjà en tête avant la révolution de Février un projet de publication. Le fondateur du *Représentant* fut l'écrivain Jules Viard. Le gérant était un ancien bonnetier nommé Charles Fauvety. Le directeur politique était le typographe Louis Vasbenter qui apporta 9000 francs à l'entreprise (Archives nationales, F/18/402).

Proudhon publia dans le journal ses travaux sur *la Solution du problème social*, notamment son projet d'*Organisation du crédit*. Rapidement, il ne put s'empêcher de commenter la situation politique et s'imposa comme un pamphlétaire de haute lignée. La qualité de sa verve et l'âpreté de ses polémiques contribuèrent certainement à son élection le 4 juin à l'Assemblée constituante dans le cadre d'élections partielles. Toutefois, les critiques virulentes de Proudhon contre la propriété capitaliste, sa dénonciation de l'état de siège après les émeutes de juin et sa défense des insurgés attirèrent les foudres du pouvoir et d'une grande partie de l'opinion publique à son encontre. Pour comprendre à quel point Proudhon pouvait susciter la crainte, il faut se souvenir que des insurgés de février 1848 n'hésitèrent pas à fusiller des voleurs ! Dès lors, les opposants au socialisme ne manquèrent pas d'utiliser Proudhon comme un épouvantail exploitant son aphorisme : « la propriété c'est le vol ! ». Le journaliste politique d'origine bisontine devint également un sujet courant de caricatures. Il fut représenté avec une pioche démolissant un mur ou une maison. On doit à Cham (Charles-Amédée de Noé) du *Charivari* un grand nombre de planches raillant avec plus ou moins de virulence le socialiste Proudhon. En tant qu'élu à l'Assemblée, Proudhon aurait pu poursuivre certains de ses détracteurs pour insulte à un représentant. Mais au début de l'année 1849, il rejeta une proposition de ses pairs visant à faire interdire une pièce de théâtre de Clairville, satirique à son égard.

Après une première suspension du 11 juillet au 7 août, *Le Représentant du Peuple* fut suspendu définitivement par décret le 21 août 1848. Et encore, Proudhon avait bénéficié à plusieurs reprises d'une relative tolérance de la part du général Cavaignac (P. Hauptmann, *op. cit.*, p.942). Les derniers tirages du journal avaient dépassé les 20 000 exemplaires. Pour les collaborateurs de Proudhon, il était hors de question de s'arrêter là. Le 2 septembre 1848 paraissait le manifeste d'un nouveau journal intitulé *le Peuple, Journal de la République démocratique et sociale*. La feuille reprenait la devise de son aînée et indiquait Proudhon comme rédacteur en chef. Georges Duchêne en était le propriétaire et le gérant. On retrouvait à ses côtés le noyau dur des journalistes proudhoniens : Charles Fauvety, en tant qu'administrateur, Louis Vasbenter, Alfred Darimon et Philippe Faure en tant que rédacteurs. Tous étaient actionnaires du journal. Toutefois, le rétablissement du cautionnement et le coût élevé d'un journal rendaient sa réalisation difficile. Il fallut attendre le 1^{er} novembre pour que le premier numéro paraisse sous une forme hebdomadaire. Le journal devint quotidien à partir de la fin novembre. Soulignons que cette feuille qui prétendait abolir l'aristocratie financière bénéficia d'un apport de 12 000 francs par le baron Charles de Janzé (Alfred Darimon, *op.cit.*, p.92).

Proudhon continua à polémiquer avec l'ensemble de ses détracteurs, notamment la plupart des socialistes, avec lesquels il eut souvent les conflits les plus âpres. Après l'élection de Louis-Napoléon Bonaparte, l'anarchiste bisontin sentit les menaces que faisait planer le neveu de l'Empereur sur la république démocratique. Dès lors, *le Peuple* s'érigea en principal opposant de la politique bonapartiste. Cela lui attira en moins d'un semestre 16 procès, 81 840 francs d'amende et plus de 34 années de prison pour ses principaux collaborateurs (*ibid.*, p.178). Proudhon échappa ainsi de 3 ans d'emprisonnement du 5 juin 1849 au 4 juin 1852. Duchêne, en tant que gérant du journal, fut menacé de 29 ans de prison. Il n'en purgea finalement que deux. Grâce aux souscriptions de leurs partisans, les journalistes proudhoniens surmontèrent le paiement des amendes. Le coup fatal au *Peuple* fut porté le 13 juin 1849 à la suite de la répression de la manifestation contre l'intervention de l'armée française à Rome. La police en profita pour détruire les principaux organes socialistes. Le journal auquel collaborait Proudhon était évidemment sur la liste noire. Notons que certains tirages avaient dépassé les 45 000 exemplaires, « quarante-cinq mille allumettes » affirmait fièrement son principal rédacteur, au grand dam de Victor Hugo qui le méprisait profondément (Victor Hugo, *Choses Vues*, notes sur la situation, 24 mars 1849).

Bien que Proudhon soit emprisonné, il continua à poursuivre ses activités de journaliste, abusant parfois de la bienveillance de la sûreté générale et au risque d'alourdir ses conditions de détention. Afin de recréer une publication, il se tourna vers Émile de Girardin, avec lequel il entretenait depuis déjà plusieurs mois des relations ambiguës, alternant polémiques et marques de soutien. Ce fut finalement Herzen qui lui procura cette opportunité. Le patriote et socialiste russe Alexandre Ivanovitch Herzen semblait vouer une certaine admiration à l'égard du socialiste français et de ses idées. Il fournit les 24 000 francs nécessaires au cautionnement d'un journal politique. Alfred Darimon s'en vit confier la direction, tandis que Herzen assurait la politique extérieure aidé de son ami polonais Charles-Edmond Chojecki (P. Hauptmann, *Proudhon, 1849-1855*, Paris, DDB, 1988, p.31). Le spécimen parut le 25 septembre 1849 et le premier numéro le 1^{er} octobre. Le journal parut jusqu'au 14 mai 1850. Proudhon y polémiqua avec Leroux et Bastiat, tandis que la feuille prenait une tournure internationale grâce à ses émigrés. Mais les articles à l'encontre du pouvoir valurent au journal neuf saisies et M. Boulé, l'imprimeur, finit par se faire retirer son brevet. Dans les jours suivants, Louis Vasbenter parvint à créer une feuille intitulée *le Peuple de 1850*. Elle était financée par des montagnards regroupés autour de Michel de Bourges. Bien que Proudhon y rédigeât quelques articles, il était en réalité à l'écart de cette feuille qui atteint tout juste la trentaine de numéros (*ibid.*, 84-89).

Alfred Darimon résuma ainsi l'œuvre journalistique de Proudhon sous la seconde République : « Ces journaux ont eu chacun leur caractère propre : le *Représentant du Peuple* a surtout cherché à définir la révolution sociale ; le *Peuple* s'est appliqué à la faire triompher ; la *Voix du Peuple* avait la prétention de la faire accepter par les classes bourgeoises ; le *Peuple de 1850* espérait entraîner la conversion du vieux parti jacobin » (Darimon, *op. cit.*, préface). En réalité, il y avait de nombreuses divergences au sein de ces rédactions, et leurs journalistes formaient un groupe assez hétérogène. Au sujet du premier projet de journal intitulé *le Peuple* avec Dupoty, Thoré, Luchet, de la Hodde et Félix Pyat, Darimon constata à cet égard : « J'ai cru remarquer qu'entre Proudhon et ses futurs collaborateurs, il n'y avait pas beaucoup de points communs. Proudhon est un penseur ; ces messieurs sont des hommes d'action » (*ibid.*, p.6). Cette remarque pourrait aussi bien convenir au *Représentant du Peuple*, tant sa composition faisait ressortir davantage les « hommes d'action ». L'hétérogénéité du groupe formé par Proudhon et « ses » journalistes ne se limitait pas au tempérament. Les orientations politiques et religieuses différaient également au sein de la même rédaction. Au sujet du *Peuple*, Darimon constatait les divergences suivantes : « Il y a en effet dans la rédaction du *Peuple* des éléments très divers. Langlois, Duchêne et moi, nous marchons complètement d'accord avec Proudhon. Philippe Faure est un disciple de Pierre Leroux ; Arnould Fremy est partisan de Blanqui ; Taxile Delord est un républicain formaliste. Quant à la rédaction flottante, celle qui alimente surtout le supplément hebdomadaire, elle comprend un ensemble de doctrines des plus disparates » (*ibid.*, 114.). Malgré son tempérament souvent exclusif, Proudhon a eu le mérite de faire graviter autour de sa personne différentes tendances du socialisme et du progressisme social. Toutefois, dans son esprit, *le Représentant du Peuple* et *le Peuple* devaient être les organes de ses projets de crédit gratuit, à savoir la Banque d'Échange, puis celle du Peuple.

La carrière de journaliste de Proudhon s'est arrêtée avant la fin de la seconde République. Sous le second Empire, la plupart de ses textes furent imprimés sous forme de livres ou brochures. Bien qu'il n'eût plus de responsabilité dans la presse, ses œuvres continuèrent à avoir de nombreux échos ou à faire polémique dans les journaux contemporains. En 1858, Proudhon s'exila en Belgique pour échapper à une nouvelle peine de prison. Il publia alors plusieurs textes sous forme d'articles dans *l'Office de publicité*, un hebdomadaire belge dirigé par A. N. Lebègue. En 1859, sa protestation au Président de la Cour d'Appel parut dans *L'Étoile Belge*. En 1862, il fit paraître quelques articles sur l'unité italienne, qui, à l'habitude de leur auteur, suscitèrent polémique. Dans *le Principe fédératif* publié l'année suivante, Proudhon s'insurgea contre les décorations offertes à des journalistes français par le gouvernement du Piémont en remerciement d'articles favorables à leur cause. Dénonçant la « presse unitaire » majoritairement favorable à la cause de l'unité italienne, il en profita pour souligner le manque d'indépendance des journaux, en raison de leur soumission aux actionnaires, à la réclame, mais parfois aussi aux gouvernements. Proudhon insista sur la difficulté

d'obtenir une presse réellement indépendante et affirma que la justice et la vérité sont le plus grand intérêt du citoyen et de l'État. De retour en France en 1862, les positions proudhoniennes sur le fédéralisme ou sur les candidatures ouvrières ne laissèrent pas indifférente une partie de l'opinion publique. Elles trouvèrent un écho favorable dans *la Rive gauche*, journal auquel collaborait le jeune Paul Lafargue. Toutefois, il fallut attendre la mort de Proudhon pour voir apparaître des organes de presse d'influence « proudhonienne », notamment sous la Commune ou dans le cadre de l'Internationale.

Olivier Chaïbi

Renvois : Éducation, République.